

Plan social Darcos-Sarkozy, rapport Pochard : Ne laissons pas faire Tou-te-s en grève!

L'éducation nationale est mise en première ligne du plan de rigueur du gouvernement : 11 200 suppressions de postes sont annoncées pour 2008 et 20 000 par an jusqu'en 2012. Ces mesures drastiques ont des conséquences terribles à la fois pour les enseignant-e-s et personnels des établissements (augmentation des heures supplémentaires, classes surchargées, doublements de la charge de travail pour les Assistants d'éducation et les personnels) mais également pour les élèves touchés de plein fouet : suppressions de classes, d'options, fin et des dédoublements, sureffectifs. Les établissements des quartiers populaires, déjà en grand manque de moyens, vont être les plus pénalisés (+suppression de la carte scolaire).

Ce plan social s'articule avec de profondes réformes de structures pour réduire les heures d'enseignements : suppression du samedi matin dans les écoles mais aussi réforme des BEP/Bac pro avec la suppression du BEP en Lycée pro et Bac pro à en trois ans. Cela représente 20000 postes chaque année sur 4 ans. Mais il ne s'agit pas uniquement d'une casse matérielle du service public d'éducation. Avec la suppression du BEP, ce sont des postes et des heures d'enseignement qui sautent ! Et pour les jeunes scolarisés, l'éviction du système scolaire donc la fin d'une garantie d'un minimum salarial.

Parallèlement, les rapports Pochard et Geoffroy préconisent la liquidation du statut de la fonction publique dans l'éducation. Ces propositions de réformes sont en définitives celles de tous les rapports successifs mis en échec par les mobilisations, depuis 1999 :

- Recrutement des enseignant-e-s dotés d'un "Master enseignement" avec la fin des concours (CAPES...)
- Mise en concurrence des établissements et, de fait, une aggravation des inégalités scolaires. Avec le désengagement financier de l'Etat et des collectivités territoriales, certains vont devoir trouver des sources de financements extérieurs.
- Flexibilisation et bivalence imposée des enseignant-e-s: un-e enseignant-e pourra être amené à enseigner une autre matière que la sienne pour effectuer un remplacement ou combler un déficit de poste)
- Rôle accru du chef d'établissement dans le recrutement et la gestion des établissements (définition des obligations de service, recrutement des personnels...), renforcement de la hiérarchie.
- Salaire et carrière individualisée en fonction du "mérite" et de la "performance"

En outre, le premier degré est également touché par cette volonté gouvernementale de casse de l'éducation publique avec les réformes Darcos : annualisation du temps de travail, mise en place des EPEP (fusion d'écoles élémentaires, directeurs d'école à part entière et Conseil d'administration = gestion managériale), ce à quoi les enseignant-e-s se sont toujours opposés. Mais aussi nouveaux programmes (apprentissage archaïque de la lecture et de l'écriture, cours de morale...), qui remettent en cause une pédagogie critique et imposent un modèle d'apprentissage aux professeurEs des écoles.

Toutes ces attaques sont la continuité d'une casse globale du service public d'enseignement, d'une sélection dans les lycées et à l'entrée des universités, déjà amorcés avec la Loi d'autonomie des Universités.

Le gouvernement veut construire une éducation à deux vitesses, au service des besoins économiques.

Tout cela est pour nous inacceptable ! Nous soutenons la mobilisation et appelons à l'amplifier partout afin construire un mouvement de grève reproductible national. Les personnels précaires sont déjà trop nombreux dans l'éducation nationale (CAE, EVS, contractuels, vacataires...).

Nous demandons la titularisation de tous les personnels, la création de postes, en fonction des besoins réels, l'abandon des réformes en cours, l'augmentation des salaires.

État de la mobilisation :

Le mouvement de grève commencé dans certains établissements avant les vacances de février (enseignant-e-s en grève, actions de blocage ou d'occupation par les élèves et les parents) s'est amplifié avec la journée de grève du 18 mars. Il y a eu aussi le 27 mars, le 3 et le 10 avril en région parisienne, avec pour la première fois le 15 avril un appel premier/second degré, lycéens et étudiants. Mais nous le savons pertinemment, les journées de grèves éparses ne servent à rien et seul un mouvement massif et national de grève reproductible peut nous faire gagner.

Des établissements ont d'ores et déjà commencé un mouvement de grève reproductible, en particulier dans les académies de Créteil, Versailles et Paris. Un certain nombre de lycées et collèges sont bloqués par les élèves et/ou les parents. Des délégations se rendent régulièrement devant les Inspections académiques.



Fédération SUD étudiant
www.sud-etudiant.org

25/27 rue des Envièrges
75020
sud-etudiant@sud-etudiant.org

Fédération SUD éducation
www.sudeducationt.org

17 boulevard de la Libération
93200
fede@sudeducationt.org

